



Premier ministre

Service Communication

Hôtel de Matignon, le 29 mars 2019

Discours de M. Édouard PHILIPPE, Premier ministre
devant la Communauté française du Qatar

Doha, jeudi 28 mars 2019

Seul le prononcé fait foi

Madame la Ministre des Sports,
Monsieur le Secrétaire d'Etat,
Madame et messieurs les Parlementaires,
Monsieur l'Ambassadeur, monsieur le Proviseur,
Mesdames et messieurs,

Quand je pense au Qatar, je pense en général à une coupe. Pas à une coupe du monde, même si, s'agissant du Qatar, la coupe du monde, c'est un sujet important. Non, je pense à une coupe du IXe siècle, en provenance de Bassora, qui appartient aux collections du Musée d'art islamique de Doha que j'ai visité toute à l'heure, et qui avait fait le voyage à Paris en 2006 pour une exposition au Louvre. Elle a comme seule décoration, une ligne de calligraphie qui ne couvre que la moitié de la surface intérieure. C'est une demi-ligne d'un bleu magnifique qui dit : « Ce qui a été fait en valait la peine ».

On ne sait rien, en tout cas, moi, je ne sais rien de ce qui a motivé l'artisan. Peut-être a-t-il voulu exprimer, par cette phrase, son contentement devant la beauté à la fois très originale et très épurée de son œuvre. Peut-être y avait-il un autre message. En tous cas, c'est un peu le sentiment que j'ai ressenti en assistant hier soir, au nom du président de la République, à l'inauguration du Musée National du Qatar. Cette phrase, je la reprends d'autant plus volontiers à mon compte, que la France a apposé sa signature sur ce Musée de l'histoire nationale du Qatar, et en particulier la signature de Jean Nouvel et de ses ateliers.

Cette découverte d'un geste architectural et d'un musée impressionnant aurait, à elle seule, pu justifier ma visite. Et juste pour vous donner l'anecdote et pour vous mesurer le fait que la France avait décidé d'être présente, au bon niveau, pour cette inauguration, de façon exceptionnelle, le Conseil des ministres, qui se tient, vous savez, le mercredi à 10 heures, a été avancé mercredi matin à 8 heures pour être certain que le Premier ministre pourrait être sur place. Changer la date du Conseil des ministres, ça arrive, mais en général ça arrive parce que le Président qui doit voyager. De façon exceptionnelle le Président a avancé le Conseil

des ministres parce qu'il tenait à ce que nous soyons là, dans un moment qui, évidemment, important symboliquement, politiquement, pour le Qatar, et dans un moment où l'amitié et l'intensité des relations que nous avons avec ce pays commande que nous soyons présents. C'est une vraie relation intense qui nous lie au Qatar. C'est un pays ami dont, si je devais oser une formule, je dirais que nous sommes le vieux partenaire de sa jeune histoire. Ce qui est certain, c'est que cette histoire commune, nous voulons la construire et c'est le sens des engagements que nos deux pays ont pris lors de la visite du président de la République au Qatar le 7 décembre 2017 et lors de la visite de l'Emir en France le 6 juillet 2018. Les échanges que j'ai eus ce matin avec l'Emir Cheikh TAMIN et avec mon homologue Cheikh ABDALLAH ont permis de progresser dans la mise en œuvre de ces engagements. Des engagements qui concernent 4 domaines principaux, et je voudrais vous en dire un mot.

D'abord, le premier, c'est le sport ; en particulier dans la perspective de l'organisation de la coupe du monde de football de 2022. L'organisation avance bien. J'ai visité, cet après-midi, le stade d'Al Wakrah. Il y a une semaine, me dit-on, il y avait, à la place de ce qui doit être la pelouse, du sable, et dans les gradins, aucun siège. Et aujourd'hui, cet après-midi, je peux témoigner que les sièges étaient quasiment tous installés et que la pelouse avait belle et bien été plantée. Les travaux avancent vite donc, mais nous savons que l'organisation d'un tel événement demande un travail considérable, et la France sera, évidemment, aux côtés du Qatar pour faire face à cet événement. Elle y sera comme un ami, comme un partenaire. Elle y sera aussi comme un compétiteur et elle entend bien conserver son titre. J'ai indiqué à l'Emir que notre amitié n'irait pas jusqu'à céder sur ce point. D'une façon significative, le Ministère de l'Intérieur, à la fois avec la Gendarmerie nationale, mon Général, mais aussi avec la Police nationale, associera dans tous les grands événements sportifs qui vont se tenir en France d'ici 2022 les responsables de l'organisation ici, de façon à ce que les échanges d'informations, les bonnes pratiques, l'apprentissage commun puissent permettre de parer à toutes les éventualités en 2022.

Le deuxième domaine, c'est celui de la lutte contre le terrorisme. Le 7 décembre 2017, le président de la République et l'Emir ont signé une déclaration d'intention sur la lutte contre le terrorisme, contre son financement et contre la radicalisation. Le Qatar était venu à la conférence organisée à Paris par le président de la République le 26 avril 2018 afin de mettre en place les mécanismes permettant de mieux surveiller les circuits financiers, y compris les dons individuels sous couvert d'actions caritatives. Depuis, les échanges entre nos services se sont considérablement densifiés. Une nouvelle conférence de ce type sera organisée à Melbourne. Nous ne devons rien céder à l'ambition et rien céder à la détermination en la matière. Et j'ai pu constater avec plaisir que nous étions, avec les autorités qatariennes, parfaitement alignés sur ce sujet.

Troisième domaine, l'économie. Vous savez que le Qatar investit beaucoup en France. Il y crée des emplois, il y crée de la valeur. Les équipes et les entreprises françaises étoffent également leurs équipes ici pour produire et pour innover. Ce qui illustre la confiance que nous avons dans l'avenir et la stratégie économique du Qatar. Cette présence ne date pas d'hier ! Je crois que Total est ici depuis près de 80 ans, et est devenu un des principaux partenaires de Qatar Petroleum, à tel point que, je veux le souligner, parce que ça indique assez bien le niveau de partenariat qui peut se développer, les deux entreprises participent aujourd'hui, ensemble, à des projets ailleurs qu'au Qatar, ou ailleurs qu'en France, en l'occurrence en Afrique du Sud, dans des projets conjoints, notamment à l'occasion de la découverte d'un important champ de gaz à condensat.

Enfin, en 2020, se déroulera l'année culturelle de la France au Qatar. On m'a dit que la programmation y serait particulièrement riche. Je voudrais saluer, à cette occasion, l'attachement du Qatar à la Francophonie. C'est un attachement et c'est un engagement qui n'ont au fond rien d'évident, et qui ne sont pas feints, qui sont réels. Et qui comptent dans la région et qui comptent dans l'absolu. Ernest RENAN qui n'était pas avare de belles formules disait souvent que « la langue invite à se réunir ». C'est assez juste. Lorsqu'on se parle, lorsqu'on se comprend, il est plus facile, convenons-en, de se réunir autour de valeurs, autour d'idées, autour de projets. Et je dois dire que j'ai pu constater avec une admiration d'autant plus nette que, je serais bien incapable d'en faire autant avec l'arabe, l'excellente maîtrise de son Altesse l'Emir, s'agissant de notre langue, et l'excellent niveau de Français qui prévaut chez beaucoup des interlocuteurs qu'il m'a été donné de rencontrer aujourd'hui. Il y a là quelque chose qui nous oblige nous. C'est un point positif sans doute pour nous. C'est un point positif pour le Qatar. Je crois qu'il y a quelque chose qui nous oblige, nous, dans la relation que nous nouons avec nos amis francophiles et francophones.

Vous êtes, Mesdames et Messieurs, une communauté forte. Une communauté en pleine expansion. Une communauté dynamique, qui est un peu à l'avant-garde de notre pays sur ce qui est souvent présenté comme le nouvel axe de rotation du monde, entre l'Occident et l'Asie. La distance géographique et culturelle ne vous empêche pas, et c'est heureux, de regarder de très près ce qui se passe en France, de vous en réjouir parfois, de vous en inquiéter aussi parfois, et de vous interroger sur les raisons et les issues de la colère qui s'est exprimée en France depuis le mois de novembre. Je voudrais vous en dire un mot, qui ne prétend pas être un mot définitif ou un mot particulièrement savant, mais qui correspond bien à ce que j'ai vécu et à ce que je crois notre pays traverse. En disant d'abord que ce phénomène dont j'essayerai de décrire les causes, est inédit, à l'évidence dans sa manifestation, dans la récurrence des manifestations, dans la violence des manifestations récurrentes. Mais que ce phénomène, il est ancien, ou plus exactement il est le produit d'une longue maturation. Certains diront « d'un long délitement ». Je crois d'une longue maturation. Autrement dit je ne méconnaissais aucune des responsabilités qui peuvent être les miennes ou celles du Gouvernement, dans le déclenchement de cette crise. Mais imaginer une seconde que cette crise ne serait que le résultat d'une telle ou telle décision prise par le Gouvernement, en ignorant complètement l'ancienneté des causes, la profondeur de ces causes dans le pays serait, à mon avis, une erreur. Alors, pourquoi cela se passe-t-il ? Qu'est-ce qui se passe ? Je crois deviner 3 raisons à l'explosion ou à l'expression de la colère qui s'est manifestée depuis novembre.

La première c'est que, entre 2008 et 2017-2018, le pouvoir d'achat, notamment le pouvoir d'achat des classes moyennes en France, a diminué de façon continue. Il n'a pas diminué dans des proportions massives, comme ça a été le cas dans d'autres pays, mais il a diminué. Et le nier serait absurde. Il a diminué sous le double coup d'une augmentation d'impôts considérable, entre 2008 et 2018, et sous le coup d'augmentations de prix qui n'ont pas grand-chose à voir avec la fiscalité. Je pense notamment au prix du logement. Mais ce qui est certain, c'est qu'en France, comme en Italie, comme au Royaume-Uni, comme aux États-Unis, comme dans beaucoup d'autres pays occidentaux comparables, pendant 10 ans, le pouvoir d'achat de nos concitoyens, et singulièrement le pouvoir d'achat des concitoyens dont on les décrit souvent comme appartenant à la classe moyenne, a baissé.

Deuxième facteur, l'expression par nos concitoyens, de cette angoisse fondamentale que leurs enfants vivront moins bien qu'eux. C'est un élément un peu différent de celui de la baisse du pouvoir d'achat. Il va sans doute avec mais ça n'est pas la même chose. C'est une forme de

défiance dans le futur. L'idée que nos enfants pourraient avoir des conditions de vie, des conditions de pouvoir d'achat, des conditions, des perspectives, moins bonnes que celles dont nous avons profité. Et c'est très puissant, et c'est très angoissant.

Troisième facteur, le sentiment d'éloignement – pardon, là encore, j'utilise un mauvais terme en utilisant l'éloignement – l'éloignement ressenti des centres de décision. L'idée que, pour un certain nombre de nos concitoyens, on n'avait plus véritablement prise sur la décision. On était à côté. A côté géographiquement. On a souvent dit que c'était un mouvement de périphéries. Mais même à côté politiquement, d'une certaine façon. Et ça se voit dans la montée, ancienne, d'une abstention puissante, en France, et pas seulement en France. Et c'est le dernier point sur lequel je veux insister, s'agissant des causes.

Je crois que ce que notre pays a vécu est profondément et singulièrement français, dans l'expression de ce rêve. Mais je ne crois pas une seconde que ce malaise soit uniquement français. Il est à l'œuvre au Royaume-Uni, et s'est exprimé politiquement sous d'autres formes. Il est à l'œuvre en Italie où la diminution du pouvoir d'achat et l'absence de perspectives sont bien plus grandes qu'en France et il s'est exprimé politiquement dans d'autres conditions. Il s'est probablement exprimé aux Etats-Unis, politiquement sous une forme propre, mais à chaque fois, le sous-jacent, au plus profond des pays, c'est quelque chose comme la conjugaison de ces trois éléments. Peut-être d'autres. La crise d'identité, et peut-être d'autres. Mais au moins ces trois-là, j'en suis sûr.

Alors, ces causes, elles ont conduit des dizaines de milliers de Français, très nombreux au début, moins nombreux ensuite, à exprimer, d'abord et le plus souvent, de manière pacifique, dans la rue, aux abords des villes, leur colère. Elle a aussi permis, on l'a vu, de façon croissante, à des individus, qui ne sont pas simplement une toute petite minorité car ils sont nombreux à se livrer à des actes d'une très grande violence, à des provocations, à la destruction de symboles de l'Etat, ou de la République, ou de la propriété privée. Bref, à une remise en cause de tout ce qui fait le fondement de la vie démocratique, de la vie ensemble, c'est-à-dire, au fond, les règles en commençant par le droit de manifester. Comme je le disais récemment à quelqu'un qui s'interrogeait sur ce qui se passait en France, je lui disais « *le fait qu'il y ait des manifestations en France, ça n'est pas exactement nouveau. On a l'habitude. On sait faire. Ça n'est pas une spécialité nationale. Enfin, on sait faire, on n'est pas mauvais* ». Et dans l'immense majorité des cas, et c'est encore le cas la semaine dernière, les manifestations se passent dans de bonnes conditions en France parce que le droit de manifester est parfaitement reconnu, parce qu'il est parfaitement assumé parce qu'il est très libéral au sens où il suffit simplement de déclarer la manifestation, de participer à son organisation pour qu'elle se déroule dans d'excellentes conditions. Mais à ceux qui n'acceptent pas les règles de la vie en société ne déclarent jamais leurs manifestations et comme ils ne les déclarent pas, elles dégénèrent systématiquement et dont la seule revendication est la violence, il faut apporter une réponse qui relève de l'ordre public. C'est ce que nous avons fait avec le président de la République, avec le ministre de l'Intérieur, en modifiant la doctrine d'emploi des forces de l'ordre face à ces manifestations, de façon à être plus mobile et aussi à assumer une réponse d'une plus grande fermeté. Mais la réponse à la crise que j'ai évoquée avec vous ne peut jamais être seulement sécuritaire. L'ordre est une condition dans la vie démocratique. La prime ne doit jamais être donnée à la violence. Il n'y a pas de violence nécessaire. Ce n'est pas un mal nécessaire, la violence, dans une démocratie. On ne peut pas laisser dire ça. Mais la réponse à la crise ne peut pas être simplement une réponse sécuritaire. C'est pour ça que, là encore nous avons souhaité, avec le président de la République, répondre en deux temps.

D'abord en venant nous inscrire à fond face à la longue décroissance du pouvoir d'achat des classes moyennes. C'est la raison pour laquelle, à la fin de l'année, l'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté des mesures d'urgence économique et sociale qui se traduisent par un retour de pouvoir d'achat de 10 milliards d'euros vers les travailleurs français. Ces mesures, elles ont produit leur effet dès janvier, enfin dès début février, s'agissant de la prime d'activité, et elles sont visibles, elles sont immédiates et elles se sont traduites, pour beaucoup de Français par une augmentation légère, peut-être, mais au moins par une augmentation de leur pouvoir d'achat, d'autant qu'elles venaient s'ajouter à d'autres mesures qui avaient été prises, s'agissant du pouvoir d'achat des Français, et singulièrement du pouvoir d'achat des Français qui travaillent. Mais cette réponse en termes de pouvoir d'achat, elle n'est plus suffisante. Et nous avons donc imaginé de proposer aux Français de dire quelles étaient les raisons de leur colère et quelles étaient les solutions qu'ils envisageaient. Dans un exercice qu'on a appelé « le Grand Débat », dont, je vais vous dire, quand on l'a présenté, personne n'y croyait. Beaucoup nous disait : « comment imaginer qu'un grand débat, c'est à dire des réunions publiques, puisse se tenir sereinement dès lors que l'ordre public est remis en cause tous les samedis en France ? Ça va donner lieu à des batailles rangées, ça va donner lieu à toutes les violences. Vous êtes fous d'organiser ça. » On nous a dit « ça n'intéressera pas les Français ». Enfin, on nous a dit, comme on dit souvent en France : « ça ne marchera pas ». Et puis, bah, en fait ça a marché. Et ça n'a pas marché grâce au Gouvernement, ça a marché grâce aux Français, qui ont voulu apporter une réponse qui n'était pas une réponse violente, mais qui était une réponse démocratique à la question qui se posait et qui se posait réellement. Ça a marché parce que les Maires de France ont organisé des réunions partout, dans les tous petits villages et dans les grandes villes. Dans des endroits où il n'y avait plus d'endroits où on pouvait discuter de politique nationale. Plus de 10 000 réunions se sont tenues en France en 2 mois. J'ai été dans un petit village de l'Allier où il avait 35 personnes au début de la réunion et après, comme elle était passée à la télévision, on est monté à 50, 60. Et puis, il y a des réunions où il y avait 500 personnes. Il n'y a jamais eu aucun problème d'ordre public. Et pourtant les gens ne sont pas d'accord entre eux. Ils se sont écoutés. Ils ont entendu les expressions. Ils ont voulu que ça marche. Les maires, les citoyens, les corps intermédiaires, ils ont voulu que ça marche. Et ça a donné lieu à des expressions incroyablement riches et incroyablement variées. C'est une bonne nouvelle. Sortir de cette crise par un débat, par un vrai exercice démocratique, ça montre quand même, y compris à tous ceux qui doutent parfois de la capacité de la démocratie française à trouver des solutions, ça montre quand même quelque chose d'assez unique. Je ne suis pas sûr qu'il y ait beaucoup de pays dans lesquels on serait sorti d'une telle crise de cette façon-là. Alors, aujourd'hui, ces expressions elles sont en train de s'achever. La dernière expression prévue, c'est le Parlement. Il est assez légitime, dans une démocratie représentative, que le Parlement ait le dernier mot, et donc les derniers débats de ce Grand Débat National seront organisés à l'Assemblée nationale, Madame, Monsieur le Député, le 2 et le 3 avril prochain. Et puis, au Sénat, le 10, et ensuite nous pourrons utiliser tout ce matériaux pour continuer à avancer, continuer à transformer notre pays car il en a besoin et qu'au fond, ce que les Français attendent, c'est qu'on ne change pas l'essentiel du pays qu'ils aiment et que pourtant on trouve des solutions à des problèmes qui le contraignent depuis trop longtemps. C'est une tâche difficile, qui va prendre du temps, mais la démocratie participative, ce n'est pas la démocratie précipitée. Et il faut donc assumer que cela prenne du temps, de passer d'un consensus général à un compromis démocratique.

Pendant le débat, tout le monde s'est mis d'accord sur quelques éléments assez simples. Grosso modo, tous les Français sont assez d'accord pour baisser les impôts. Je les comprends moi aussi. Et tous les Français, il faut s'en réjouir, sont assez d'accord pour accélérer la

transition écologique. Je ne dis pas que tous les Français pensent ça mais une très grande majorité des Français sont convaincus de la nécessité d'accélérer la transition écologique. Et c'est deux consensus intéressants sur lesquels on peut construire. Mais vous voyez bien qu'à ce niveau de consensus, ça ne dit pas encore exactement ce qu'il faut faire, parce que gouverner c'est choisir. Et choisir c'est renoncer. Et donc si on choisit quelque chose, il va falloir renoncer à d'autres. On ne peut pas tout avoir en même temps. Il faut prioriser ce qui est le plus indispensable ou le plus urgent, ou le plus important. Et donc renoncer à des choses qui sont par ailleurs sans doute très bien mais qu'on ne peut plus faire. A quoi renonce-t-on ? Et vous voyez bien qu'entre le consensus général et le compromis démocratique réel, il y a encore du travail. Mais on va y arriver. J'ai une très grande confiance parce que la capacité de réaction, l'inspiration des Français à trouver des solutions dans le cadre démocratique, est extrêmement puissante.

Voilà ce que je voulais vous dire, mesdames et messieurs, mes chers compatriotes, parce qu'à Doha, on regarde ce qui se passe partout en France. A Doha, quand on est Français, et même d'ailleurs quand on n'est pas Français, on aime la France et on sait que quand elle est confrontée au pire, elle est souvent capable du meilleur. Merci beaucoup.